



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement  
de la société GIVAUDAN concernant son installation  
située rue Pierre Bayle, sur le site Agroparc à Avignon (84 140)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE**  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 mars 1993 autorisant la société Naturex à exploiter une unité d'extraction d'oléorésines, sur le site agroparc de Montfavet ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le courrier du 17 avril 2023 indiquant le rachat de la société NATUREX par la société GIVAUDAN France naturels ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 18 novembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) dans sa version 2025, réalisée par la société GIVAUDAN ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que la société GIVAUDAN est autorisée à exploiter une tour aéroréfrigérante (TAR) par arrêté préfectoral du 23 novembre 2017 d'une puissance totale cumulée de 1 593 kW pour assurer le refroidissement de ses éléments de procédé ;

**Considérant** que l'article 3.7 de l'annexe I l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé impose que « Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation » avec en particulier une analyse des «éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent » ;

**Considérant** que l'article 26.I.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé impose que :

- Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. [...] ;
- Sur la base de l'AMR sont définis :
  - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;[...]

**Considérant** que lors de la visite d'inspection en date du 19 septembre 2025, l'exploitant a présenté l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) relative au fonctionnement de la TAR et réalisée avec les moyens internes ;

**Considérant** que l'AMR précitée ne contient pas les éléments prescrits à l'annexe I – article 3.7 I 1.a, notamment :

- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement,
- le recensement des bras morts [...] ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.7 I .1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés et visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où le non-respect des

prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé peut engendrer un risque de prolifération et de dispersion des bactéries *legionella pneumophila* pouvant mener à l'apparition de cas de légionellose ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GIVAUDAN de respecter les dispositions de l'article 3.7 I .1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société GIVAUDAN exploitant une usine d'extraction de produits naturels sur la commune d'Avignon (84 140) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.7 I .1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

La société GIVAUDAN devra sous **un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté**, transmettre une nouvelle analyse méthodique des risques comprenant l'ensemble des éléments prescrit par l'article 3.7 I .1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

### **Article 2 :**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 : Voies et délais de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

#### **Article 4 : Publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, la maire d'Avignon, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

**-5 JAN. 2026**

*Pour le préfet*  
**La secrétaire générale**  
**Sabine ROUSSELY**